REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

PAR AUDIOCONFERENCE

18 SEPTEMBRE 2012

RESUME DE LA PRESIDENTE

1. La Présidente confirme que le quorum est atteint et déclare la séance ouverte (la liste des participants figure à l'annexe 1).

Stratégie de communication et de partage du savoir (BOD/2012/09 DOC 02)

2. La Présidente rappelle qu'une version précédente de la stratégie de communication, transmise au Conseil d'administration en juin 2012 lors de la réunion en face à face de Berlin, n'a pu être discutée à cette réunion par manque de temps. La version du document BOD/2012/09 DOC 02 a été révisée sur la base des commentaires et des observations des membres du Conseil.

3. Mike Kelleher (Secrétariat) présente une vue d'ensemble de la stratégie ; il indique que les commentaires des membres du Conseil soulignent que la stratégie doit chercher à améliorer la visibilité générale du secteur éducatif et pas uniquement celle du Partenariat global. Il faudrait que la stratégie prévoie également de rapporter des faits, d'apporter une assistance fondée sur la demande aux Groupes locaux des partenaires de l'éducation (GLPE), d'améliorer les infrastructures et le partage du savoir. Mike Kelleher remarque que la structure actuelle du site web ne permet pas un travail efficace en ce sens. Il signale, de plus, qu'une erreur typographique s'est glissée dans la liste des coûts de la stratégie de communication. Les chiffres à prendre en compte sont ceux qui figurent dans le budget du Secrétariat.

4. Par ailleurs, les membres du Conseil formulent les commentaires qui suivent.

a. **GLPE :** la stratégie de communication devrait être plus clairement orientée sur les GLPE et comprendre une description claire de la mise en œuvre pratique, les GLPE étant demandeurs d'un tel appui.

b. **Droits :** la stratégie pourrait mettre en évidence les effets en termes de création de demande, de manière à ce que parents et enfants puissent faire valoir leurs droits à l'éducation.

c. **Rôle du Partenariat :** en règle générale, il faudrait faire plus clairement apparaître le rôle de la Présidente et du directeur général dans la sensibilisation à l'importance de l'éducation des sphères politiques et publiques.

d. **Principaux indicateurs de résultats :** ces indicateurs doivent être liés aux réalisations induites par l'action et élaborés de manière à mesurer les trois objectifs de la stratégie de communication.

e. **Calendrier :** la période de mise en œuvre de la stratégie doit coïncider avec celle du Plan stratégique, jusqu'à la fin de l'année 2015.

f. **Technologie :** la stratégie est axée sur l'utilisation de la technologie. Il ne faut, toutefois, pas perdre de vue que les pays en développement n'ont pas tous un accès équivalent à cette technologie.

5. Au vu des préoccupations exprimées par les membres du Conseil, la Présidente suggère de modifier la formulation de la décision pour prévoir un point sur la mise en œuvre de la stratégie de communication à la première réunion en face à face du Conseil en 2013, plutôt qu'à la deuxième. Cette suggestion est appuyée par plusieurs membres du Conseil.

6. Le Conseil demande que le Secrétariat réponde par écrit aux observations formulées. Un processus d'approbation tacite par courriel pourra être envisagé pour le vote de la stratégie de communication.

Budget du Secrétariat (BOD/2012/09 DOC 01)

7. La Présidente rappelle que le Conseil d'administration a déjà donné son accord, par approbation tacite, à un budget de 10 millions de dollars pour la période allant du 1er juillet 2012 au 30 juin 2013, mais a demandé au Secrétariat de fournir des informations supplémentaires.

8. Bob Prouty, directeur du Secrétariat, explique que ce budget, qui termine un processus entamé au moment de l'évaluation à mi-parcours, représente une augmentation de 16 % en base annualisée par rapport au budget de 2011.

9. Les membres du Conseil formulent les commentaires qui suivent.

a. **Extension du Secrétariat :** il est nécessaire de renforcer l'équipe de soutien aux pays, qui est au cœur de la mission du Partenariat global ; le Secrétariat doit être organisé de manière à apporter un soutien à cette équipe. Le passage de missions de conseil à des postes à durée déterminée doit se faire par le biais d'un processus de recrutement transparent, dans le sens d'un soutien à l'équipe de soutien pays, de préférence et si possible avec la participation du nouveau directeur général.

b. **Présentation :** le budget doit mettre en évidence les changements par rapport à 2011, expliquer pour quelles raisons ces changements sont nécessaires, mentionner notamment les contraintes de coût par poste, le motif des augmentations et une justification des coûts unitaires importants.

c. **Utilisation des ressources existantes au sein du partenariat :** il est nécessaire de recenser les ressources existantes, notamment en ce qui concerne les spécialistes disciplinaires au sein du partenariat ; dans toute la mesure du possible, le Secrétariat s'appuiera sur ces structures pour optimiser l'efficacité du partenariat.

d. **Plan de travail :** le Plan stratégique définit la mission du Partenariat mondial et celle-ci doit apparaître dans le plan de travail, de même qu'une proposition de collaboration avec d'autres partenaires, parmi lesquels l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles. Le Secrétariat est chargé d'actualiser le plan de travail et le budget et de les présenter à la réunion du Conseil de novembre 2012, en même temps qu'un projet de plan et de budget de mise en œuvre du Plan stratégique.

9. Le Conseil d'administration approuve les décisions ci-dessous.

BOD/2012/09-01 — Budget du <u>Secrétariat</u> : Le Conseil d'administration

a) approuve une augmentation de USD 8 076 679 du budget du Secrétariat approuvé par la décision BOD/2012/06-13 pour le financement du plan de travail actualisé du Secrétariat sur la période de 18 mois allant du 1er juillet 2012 au 31 décembre 2013, tel que présenté à l'annexe 3 du document BOD/2012/09 DOC 01 ;
b) approuve un montant supplémentaire de USD 130 000 pour le contrat et les déplacements connexes du cabinet retenu pour sélectionner les candidats au nouveau poste de directeur général ;
c) demande au Secrétariat de soumettre à l'approbation du Conseil d'administration un plan de travail et un budget actualisés dans le cadre du plan final pour la mise en œuvre du Plan stratégique 2012-2015.

10. À l'issue des deux heures allouées à l'audioconférence, le temps manque pour débattre du plan de mise en œuvre de la première étape (Statu Quo Plus) de la proposition de Mme Evans. Ce sujet est reporté à une prochaine audioconférence.

11. La Présidente donne les indications ci-dessous en relation avec les étapes suivantes.

a. **Décisions :** d'ici la fin de la journée, la Présidente transmettra à l'ensemble du Conseil d'administration la formulation définitive de la décision approuvée.

b. **Stratégie de communication :** le Secrétariat répondra par écrit aux observations formulées pendant l'audioconférence et la modification de formulation sera approuvée par courriel.

c. **Résumé de la Présidente :** la Présidente transmettra rapidement un compte rendu de la réunion.

d. **Prochaine réunion du Conseil d'administration par audioconférence :** la Présidente proposera des dates et horaires pour l'organisation d'une prochaine audioconférence qui portera sur la mise en œuvre de la première étape (Statu Quo Plus) de la proposition de Mme Evans.

e. **Prochaine réunion en face à face du Conseil d'administration :** la prochaine réunion en face à face du Conseil d'administration aura lieu les 19 et 20 novembre 2012 à Paris (France).

Annexe 1 – Participants à l'audioconférence

Présidente	
Partenariat mondial pour l'éducation	Carol Bellamy
Pays en développement	
Afrique 2	M. le Ministre Koumba Boly Barry Boly (Burkina Faso)
Asie et Pacifique	M. le Ministre Otgonbayar Yondon (Mongolie)
Europe de l'Est, Moyen-Orient et Asie centrale	Humayoon Rasaw (représentant M. le Ministre Farooq Wardak, Afghanistan)
Donateurs	
Donateur 1	Ronald Siebes (Pays-Bas)
Donateur 2	Chris Tinning (Australie)
Donateur 3	Simon Bland (Royaume-Uni)
Donateur 4	Lena Ingelstam (Suède), Tove Degnbol (Danemark)
Donateur 5	Hélène Charton-Bigot (France), Marja Karjalainen (CE)
Donateur 6	Yuji Yamamoto (Japon), Natasha de Marcken (États-Unis)
OSC et secteur privé/fondations privées	
OSC 1	David Archer (ActionAid)
OSC 2	Barbara Chilangwa (ZANEC, Zambie), Nagi Mansour al-Shafe (SNEFA)
OSC 3	Monique Fouilhoux (Education International)
Secteur privé /Fondations privées	Lynn Murphy (Fondation Hewlett)
Organisations multilatérales	
UNESCO	Olav Seim
UNICEF	Susan Durston
Banques multilatérales et régionales	Beth King (Banque mondiale)
Observateurs	
Patrick Collins	USAID
Camilla Helgø Fossberg	Présidente du Comité consultatif financier
Fanny Gazagne	France
Margaret Koziol	USAID
Sally Waples	Département britannique de développement international
Secrétariat du Partenariat mondial	
Bob Prouty	Directeur du Secrétariat
Michelle Freeouf	Analyste, Services au Conseil
April Golden	Analyste, Reconstitution des ressources
Mike Kelleher	Coordinateur, Communication
Michelle Mesen	Chargée de liaison avec le Conseil d'administration
Nancy Pinto	Coordinatrice, Finances, portefeuille et administration
Tal Sagorsky	Spécialiste sénior, Opérations du Conseil